

Le Dimanche
Roubaix-Tourcoing
Habituellement
Illustré
Dix pages d'actualités
de toutes
- et deux feuilletons -
- intéressants -
20 cent. à tous nos vendeurs
et dépositaires.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS.....

Nord et Département	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 78.00;
Autres départements	28.00;	48.00;	88.00;
Belgique	30.00;	52.00;	92.00;
Union Postale Tarif A.....	35.00;	58.00;	100.00;
Tarif B.....	40.00;	65.00;	110.00;

REDACTION.....

ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue. Tél. 327.32, 327.33, 327.34.
TOURCOING.....	26 rue Carnot, 27.
LILLE.....	3, rue Pailherbe. Tél. 538.51.
PARIS.....	12, boulevard des Italiens. Tél. Richelieu 69.79.
MOUCRON.....	104, rue de la Station. Tél. 8.64.

ANNONCES.....

CHEQUES
POSTAUX
ET LILLES

Habitants de PARIS
ASTHME
SPECIALITE
RENOMMEE
Laboratoire scientifique
de la
PHARM. DU TRUCQUET
ROUBAIX
Docteur VERHAEGHE
Renseignements sous le nom
Men sprecht allemand

Provocation

Grâce à une caisse noire qui semble inépuisable, les révolutionnaires roubaixiens ont couvert les murs de la ville d'affiches variées dont le texte est à la fois un appel évident à l'émeute et une provocation tout à fait caractéristique. Prenant prétexte de la venue à Roubaix de M. Philippe Henriot, l'éloquent et courageux député de la Gironde, des dirigeants, prudemment anonymes, convoquent tous les militants pour la soirée du 4 juin, à la gare et à l'Hippodrome, afin de faire aux « assassins du 6 février » une conduite dont ils se souviendront.

Nous n'aurions pas relevé cette manœuvre qui, à défaut de réalisations plus pratiques, justifie l'existence de certains comités, si elle ne révélait pas la mise en exécution d'un plan de désordre froidement concerté, et si elle ne devait pas égarer une partie de l'opinion en donnant le change sur des événements dont la portée nationale est immense.

En poursuivant de leur haine l'homme assez intrépide pour oser crever en pleine Chambre l'abcès Stavisky qui menaçait de gagner tout le pays, les gens de l'extrême-gauche commettent une sottise, car ils se solidarisent avec les coupables des derniers scandales et ils semblent approuver les mesures criminelles prises le 6 février par des ministres qui avaient perdu la tête.

Où, le 6 février il y eut des provocations, mais de quel côté de la barricade, s'il vous plaît? Qui a fait tirer sur le peuple de Paris, sur les anciens combattants qui réclamaient simplement plus de propriété et plus d'ordre dans les affaires publiques? Qui sont les victimes?

Ce jour-là, les socialistes et les communistes ont marqué une belle occasion de servir le conseil donné jadis par Eugène Motte à Jules Guesde, et de se refaire une âme française en abandonnant corrompus et corrupteurs à leur honte et en se rangeant franchement aux côtés des braves gens qui veulent un gouvernement honnête et un parlement libre.

Il faut que les révolutionnaires en prennent leur parti: le mouvement d'indignation et de réformes déclenché par les événements du 6 février ne s'arrêtera plus. La France patriote endormie par l'opium maçonnique, s'est définitivement réveillée. Les citoyens qui désirent vivre en paix chez eux sont décidés à ne plus se laisser manœuvrer par les politiciens et les meneurs. Ils exigent qu'on aille jusqu'au bout de l'œuvre d'épuration et de recensement national commencée par M. Gaston Doumergue.

Socialistes et communistes auraient tort de se mettre en travers du travail nécessaire qui va s'accomplir pour le salut du pays. En agissant ainsi, ils feraient preuve d'une incompréhension complète des véritables intérêts des travailleurs et prépareraient à ceux-ci les plus amères déceptions.

Les réformes politiques, économiques et sociales qui sont indispensables pour remettre la maison à l'endroit se feront avec le concours de toutes les bonnes volontés et de toutes les énergies: tant pour ceux qui bouderaient à la besogne. Et surtout tant pour les égarés qui profiteraient du malaise actuel pour lancer les masses ouvrières dans une lutte sans issue contre l'ordre et la liberté. Ils assument de ce fait une très lourde responsabilité et aggraveraient sûrement la misère et le chômage.

Louis DARTOIS.

Le Primat de Pologne à Paris



Le Primat de Pologne, le cardinal Hlond, archevêque de Gniezno et Poznan, a été reçu par le Président de la République, à l'Élysée.

LE VOICI SORTANT DE L'ÉLYSÉE, EN COMPAGNIE DE M. CHLAPOWSKI (à droite), AMBASSADEUR DE POLOGNE A PARIS. (Photo N.Y.T.)

La première journée du Congrès de la Fédération Républicaine, à Paris

Paris, 1^{er} juin. — Le Congrès de la Fédération républicaine s'est ouvert vendredi matin au Palais de la Mutualité, sous la présidence de M. Bonnefous, député, ancien ministre et vice-président de la Fédération républicaine. Au bureau ont pris place MM. Louis Marin, ministre de la Santé publique; Blaisot, de Lasterrie, Denais, députés, etc.

Le discours de M. Bonnefous

M. Georges Bonnefous a prononcé en ouvrant la séance un discours dont voici les passages essentiels:

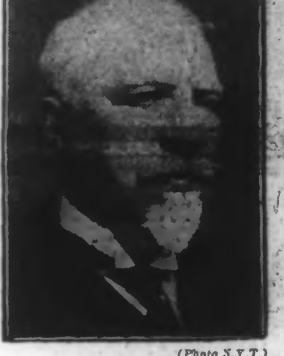
« L'an dernier, quand nous nous réunissions dans cette même salle, personne n'aurait osé prédire que la politique d'union nationale dont nous sommes témoins n'aurait pas été interrompue après moins de deux années de politique castillienne. Seulement, nous ne pouvons pas aller à trop d'optimisme et nous devons nous rendre compte que les conversions qui peuvent ne pas être définitives.

« Les heures douloureuses que nous avons vécues, il y a quelques mois, n'ont pas été mortelles, puisque avec son sens instinctif de ce qui, dans les moments suprêmes, convient à son salut, la France, dans son immense majorité, s'est tournée vers l'éminent Français qu'est M. le président Gaston Doumergue, pour reprendre, sous sa direction, conscience d'elle-même.

« Notre ardente espérance est, qu'avec ses collaborateurs — parmi lesquels nous sommes heureux de saluer notre président et ami Louis Marin — le président Doumergue conduise la nation jusqu'au bout du rude chemin qu'il a commencé de gravir, et que, par une réforme profonde de l'Etat, par une rénovation de nos traditions anciennes de justice, de dignité et d'honneur, soient définitivement dissipées les ombres qui avaient un moment obscurci le noble visage de la France.

L'adoption des conclusions du rapport financier

Après le discours d'ouverture prononcé par M. Georges Bonnefous, M. Joseph Denais présente son rapport financier. Le député de Paris passe en



M. BONNEFOUS



(Mondial Pa. Fr.)

Voici M. PHILIPPE HENRIOT (à droite), s'entretenant avec M. DUVAL-ARNOUD, député, pendant une suspension de séance.

« En terminant, le rapporteur lit des conclusions de son rapport qui sont les suivantes:

« Le Congrès prend acte de ce que l'histoire de ces derniers mois prouve, de manière éclatante, la subordination des finances publiques à l'orientation politique du Gouvernement et de sa majorité: il constate que, de sa nature, le cartel des gauches non seulement, est impuissant à redresser une situation difficile, mais qu'il aggrave de jour en jour et achève inévitablement le pays vers la catastrophe.

(Lire la suite page 2).

Le plébiscite de la Sarre est fixé au 13 janvier

Genève, 1^{er} juin. — Les négociations qui se poursuivaient, depuis plusieurs semaines, à Genève, sur les conditions du plébiscite en Sarre, en 1935, ont abouti.

La date du plébiscite est fixée au 13 janvier.

Sur la date même du plébiscite il n'y a eu, à aucun moment, de divergence entre les négociateurs.

Ce que la France a voulu, c'est que le droit de vote s'exerce dans la liberté et dans la dignité que l'honneur de la S.D.N. exige. Il fallait donc, préalablement à la fixation de la date, accorder aux habitants de la Sarre, à tous les habitants, des garanties pour l'avenir, quel que fût le sort du territoire. Ce sont les termes de la déclaration, résolution constatant ces garanties, qui ont été arrêtés vendredi.

Le problème de la sécurité

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)

PARIS, 1^{er} JUIN (MIRUIT).

La Commission des Finances de la Chambre a voté vendredi après-midi les crédits supplémentaires pour la Défense nationale, après avoir entendu à ce sujet le maréchal Pétain, ministre de la Guerre, et le général Denain, ministre de l'Air. Les explications des deux ministres ont été bien convaincantes puisque la Commission, où règne une majorité toujours bien disposée envers les suggestions des socialistes, n'a pas cru devoir refuser les crédits qui lui étaient demandés. Elle s'est bornée à demander communication des dossiers relatifs aux dépassements de crédits.

Ces dépassements de crédits ont des causes techniques précises que le maréchal Pétain a énumérées. On sait que l'équipement, défensif de nos frontières a été poussé avec une grande activité depuis ces derniers mois. Au cours de ce immense travail qui doit garantir notre pays contre toute invasion brusquée, des difficultés imprévues ont surgi. Fallait-il donc renoncer à l'œuvre entreprise ou en retarder l'exécution à l'instant même où les nouvelles les plus précises parviennent à nos dirigeants sur le réarmement de l'Allemagne? Les commissaires, quel que fût leur désir de soutenir les propositions démagogiques des socialistes, n'ont pas osé prendre la responsabilité d'un refus qui pouvait avoir des conséquences graves pour le pays. L'exposé du maréchal Pétain a soulevé, il faut le reconnaître, une certaine émotion parmi les membres de la Commission qui n'avaient pas, sur les armements d'outre-Rhin, des renseignements très précis. Ces armements sont poussés, ainsi que l'a déclaré le ministre de la Guerre, à un rythme de plus en plus accéléré et le dossier que le maréchal Pétain tient à la disposition des parlementaires est bourré de trop de détails et de trop de chiffres pour qu'on puisse le résumer.

Il est bien certain que ce n'est pas au moment où la Conférence de désarmement fait apparaître la profonde répugnance qu'éprouvent les Anglais — ne parlons même pas des Américains — à s'engager dans une politique de sécurité seule susceptible d'amener des résultats dans le voie du désarmement, que nous pouvons nous dispenser de tenir nos yeux fermés sur le réarmement de l'Allemagne par ses préparations militaires. Pour l'instant, ce sont les seules, en effet, qui se révèlent efficaces. Que, demain, l'organisation de la sécurité soit un fait acquis et nous trouverons bien volontiers contre des garanties internationales nos garanties militaires. Mais, dans l'état actuel des choses, qui pourrait soutenir sérieusement que celles-ci nous permettent de nous passer de celles-ci?

R...

La Banque de France abaisse le taux de son escompte

La Banque de France a abaissé le taux de son escompte de 3 % à 2 1/2 %.

Les sanctions contre des fonctionnaires indisciplinés devant la Chambre

L'ordre du jour de confiance est voté par 420 voix contre 125

Un crédit de 200 millions pour avances aux agriculteurs sur le blé stocké

Paris, 1^{er} juin. — Au cours de la séance de vendredi matin, M. Germain-Martin accepte la discussion immédiate de l'interpellation de M. Albertin, député des Bouches-du-Rhône, sur les sanctions disciplinaires dont ont été l'objet des douaniers et des agents des contributions indirectes pour leur participation aux manifestations des 12 février et 16 avril derniers.

Le député de Marseille défend ces fonctionnaires et ajoute que le directeur des douanes manque de sang-froid.

Le ministre répond et constate qu'il y a eu plusieurs rapports officiels sur ces incidents, il n'en tiendra pas compte en faisant confiance aux rapports des trois députés de la région. « Nous sommes en présence d'une tentative de grève générale organisée pour des buts politiques avoués inadmissibles », déclare M. Germain-Martin.

Le ministre poursuit que l'on ne pouvait tolérer une telle théorie pour des fonctionnaires qui, en temps de guerre, sont armés, et le ministre fait l'historique de ces manifestations.

(Lire la suite page 2).

L'accident d'aviation de Croydon



On voit qu'un avion de manœuvre de l'Air-France est tombé dans le jardin d'une villa, près du champ d'aviation de Croydon; la poutre, l'épave de l'Avion et la radio-aérienne. M. L'Hullier, ont été tués. (Mondial Pa. Fr.)

La Belgique en face de l'Allemagne

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)

BRUXELLES, 1^{er} JUIN 1934.

On suit, ici, avec un intérêt croissant, les conversations de Genève et, dans les milieux politiques, on souhaite que ces débats ne se prolongent pas. Un fait comme tout pour nous, l'Allemagne s'arme; et il est vain, devant cette constatation brutale, de se perdre en considérations et en disputes.

La vérité, dit le BIEN PUBLIC, dans un article où la situation européenne est passée en revue, est que nous sommes placés entre la France et l'Allemagne et que, si elles ont un conflit latent peut se muer en collision violente, et qu'il est presque vain d'espérer que si l'orage éclatait à nos portes, nous serions préservés. La neutralité appartient au passé et n'est-elle pas sombrée dans la tragédie que nous devons nous souvenir qu'elle a été juridiquement condamnée depuis Locarno.

Et nous nous trouvons, en conséquence, dans l'attitude d'un homme passible qui risque d'être entraîné dans une bagarre qu'il n'aura pas provoquée. Que peut-il faire? Il peut, dit le BIEN PUBLIC, se tourner vers l'agresseur le plus probable et lui demander une garantie formelle de préservation. Cet agresseur probable c'est l'Allemagne et nous avons la garantie qu'elle a signée à Locarno. Mais depuis Locarno, l'Allemagne est entrée dans la voie des armements à outrance. Interrogé aujourd'hui par ceux qui veulent une entente avec elle, l'Allemagne ne pourra que nous donner une nouvelle promesse se surajoutant à celle de Locarno. Et le BIEN PUBLIC de conclure: « Est-il un gouvernement qui accepterait de se payer de cette satisfaction chimérique? »

L'homme passible que nous sommes peut alors se retourner vers l'agresseur le plus probable et lui demander d'arrêter ses armements. Avons-nous espoir de réussir? Le BIEN PUBLIC répond:

« Un fait suffirait à nous interdire l'optimisme somnolent, c'est le réveil soudain des inévitables britanniques. Le nombre des marins et des fusils fabriqués en Allemagne ou importés, l'accroissement des effectifs de terre n'avaient pas ému l'opinion. Ils ne représentaient pour les Anglais qu'un danger direct et lointain contre lequel leur « insularité » les défendait. Mais quand la France annonce que les dépenses militaires de la Marine britannique s'élèvent à 100 millions de marks et que les industries chimiques ont été pour l'instant de nos bombardements aériens travaillent à plein rendement, le souvenir des nuits de Londres surgit dans les imaginations avec une acuité terrifiante. Et le langage des hommes d'Etat anglais a traduit immédiatement l'anxiété populaire, depuis M. Chamberlain jusqu'à M. Simon lui-même.

En réalité, l'Angleterre a perdu ses illusions. « Ce serait, en conclut le BIEN PUBLIC, une singulière aberration de notre part de les reprendre à notre compte en nous efforçant d'être seuls désormais à croire au désarmement de l'Allemagne obtenu par la seule vertu d'un pacte nouveau. »

UNE VISITE D'AFRICAINS DU SUD EN FRANCE



Une délégation de 312 Africains du Sud a quitté le Cap, en vue de visiter les champs de bataille français et belges. (Photo N.Y.T.)

VOICI LA PRÉSENTATION DU DRAPEAU DES PÈLERINS AVANT LE DÉPART DU CAP. On reconnaît au premier plan, le second, à gauche: LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL, LORD CLAVENDON.

La fête d'aviation de Bruxelles



qui participera dimanche à la grande fête aérienne organisée à Ecoust (Belgique) et qui est arrivée en Belgique sous le commandement du colonel Barthelemy.

La catastrophe de Lagny

Les experts concluraient à la seule responsabilité du mécanicien et du chauffeur du train tamponné.

La catastrophe de Lagny aura très promptement, désormais, sa conclusion judiciaire.

Les rapports des techniciens sont formels. Ils concluent d'une façon définitive à la responsabilité unique du mécanicien et du chauffeur du train tamponné.

L'étude de l'accident lui-même, des signaux sur la voie, des signaux sur la locomotive, de la courbe de vitesse du convoi ont amené, assure-t-on, les experts aux certitudes que voici:

Les signaux sur la voie fonctionnaient parfaitement. Aucune possibilité pour eux d'avoir fonctionné avant le train, puis de n'avoir plus fonctionné à son passage et de s'être remis en marche derrière lui. Le pas marché avant, pendant et après le passage de l'express Paris-Nancy.

Circostances atténuantes, le brouillard était tel, au dire des experts, que la visibilité des signaux devait être réduite à une trentaine de mètres. Or, les règlements à ce moment-là — ils n'ont été modifiés qu'après la catastrophe — ne permettaient pas aux conducteurs de ralentir, pour cause de mauvaise visibilité.

Le mécanicien et le chauffeur n'avaient donc pas à ralentir, mais à aller droit devant eux, à l'arrêt, à l'arrêt, à l'arrêt. Sur le parcours Paris-Lagny, ils auraient deux minutes, les deux minutes fatales, car c'était cette tance horaire qui les séparait du rapide tamponné.

Les techniciens concluent, par ailleurs, à la mise hors de cause de tous les autres inculpés. La formation du convoi a été jugée conforme aux règlements des règlements.

La mise en ligne des trains, dans l'ordre qui avait surpris, le rapide derrière l'express et l'express derrière l'ordinaire, est déclarée normale. L'ordinaire ne devait pas gêner le rapide de deux convois suivants et le rapide avait la même vitesse que l'express. Leur dénomination n'était donc que pour les commodités de l'usage. Les locomotives étaient de même modèle et l'express partait de Paris même avantagé sur le rapide, car il ne se voyait de la vitesse, car il ne se voyait que six, sept tonnes, tandis que le rapide en pesait huit cents.

L'auteur d'un lâche assassinat commis en avril dernier à Haubourdin, a été arrêté

Après avoir avoué son crime, le meurtrier a déclaré avoir commis de nombreux vols et cambriolages avec deux complices qui ont, eux aussi, été arrêtés.

Dans la nuit du dimanche au lundi de Fliques, un jeune homme d'Haubourdin, M. Albert Warnes, tombait sous les balles d'un mystérieux assassin. Le malheureux avait passé la soirée en compagnie de sa fiancée, dans un cinéma de la ville, puis avait ramené la jeune fille chez elle, au parc Longchamp, à Loos-les-Lille. Il était sur le chemin du retour et marchait le long de la route d'Imberin, en bordure de laquelle, au n° 122, se trouve le maison de ses parents.

M. Warnes venait d'atteindre le cimetière d'Haubourdin et n'était plus qu'à cent pas de son habitation lorsqu'un ombre surgit devant lui. A quelques pas, des coups de feu furent entendus, des coups de feu, des coups de feu, un bruit de pas précipités.

M. Albert Warnes tomba, atteint de sept balles de revolver.

Recherches vaines

Cette nuit tragique et mystérieuse eut un grand retentissement à Haubourdin et dans la région. L'âme de la population s'écroula et les recherches entreprises pour identifier et châtier le coupable furent vaines. Le corps de M. Albert Warnes, placé dans un cercueil, fut enterré à Haubourdin.

Les enquêteurs furent ainsi déçus, car les empreintes laissées sur le sol, les traces de pas, les empreintes de roues furent toutes vaines. Les recherches furent donc interrompues.

Les enquêteurs et les magistrats furent alors, comme on peut le constater, dans une situation délicate et ils furent obligés de reconnaître que les recherches entreprises pour identifier et châtier le coupable furent vaines.

Un intérêt quelconque à ce drame n'est pas un intérêt quelconque à ce drame.

Alors, que beaucoup de personnes se demandent comment il se fait que les recherches entreprises pour identifier et châtier le coupable furent vaines, on peut dire que les recherches entreprises pour identifier et châtier le coupable furent vaines.

Une idylle interrompue.

Allant de suite un quart, le...

Au nouveau Zoo de Vincennes



QUELQUES PENSIONNAIRES DU NOUVEAU ZOO DE VINCENNES qui se font inaugurer aujourd'hui samedi.